

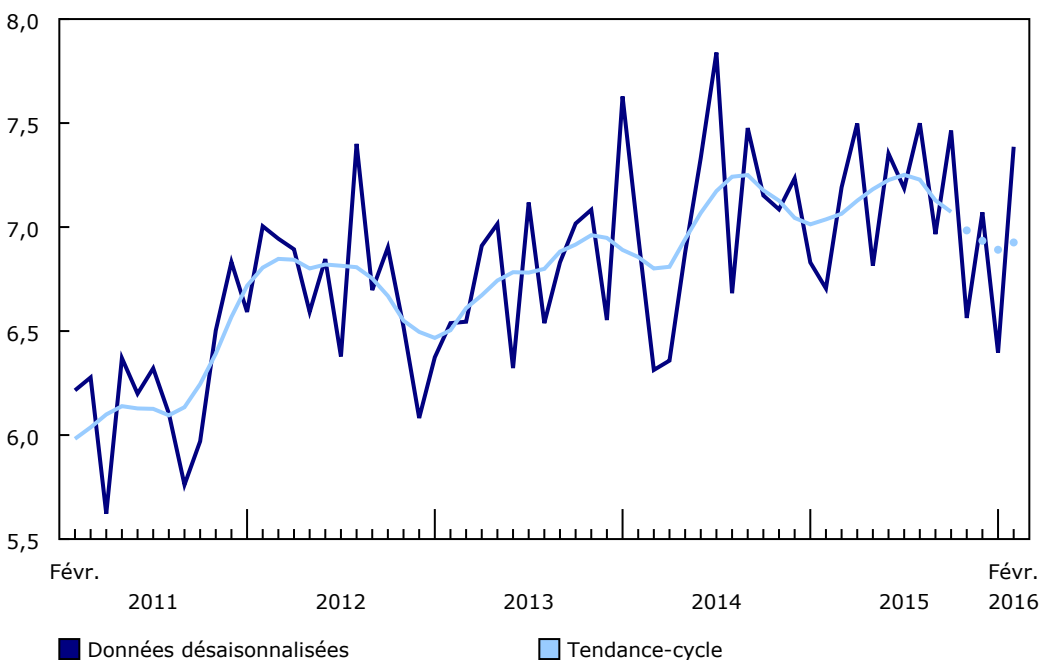
Permis de bâtir, février 2016

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 7 avril 2016

Les municipalités ont délivré des permis de bâtir d'une valeur de 7,4 milliards de dollars en février, en hausse de 15,5 % par rapport à janvier. Cette augmentation, qui fait suite à un recul de 9,5 % le mois précédent, est en grande partie attribuable à la hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale en Alberta, de logements unifamiliaux en Ontario et de structures institutionnelles au Québec.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

La valeur des permis de construction résidentielle a crû de 5,0 % pour se chiffrer à 4,2 milliards de dollars en février, après avoir diminué de 12,7 % le mois précédent. Des hausses ont été enregistrées dans cinq provinces, l'Ontario venant en tête et l'Alberta se situant loin au deuxième rang. La Colombie-Britannique a enregistré le recul le plus important dans le secteur résidentiel.

Les municipalités ont délivré des permis de construction non résidentielle d'une valeur de 3,2 milliards de dollars en février, ce qui représente une hausse de 33,1 % par rapport à janvier. Des hausses ont été enregistrées dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. L'Alberta et le Québec ont enregistré les augmentations les plus marquées au chapitre des projets de construction de bâtiments non résidentiels. Cette croissance est en grande partie attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et institutionnelle.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Secteur résidentiel : augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux

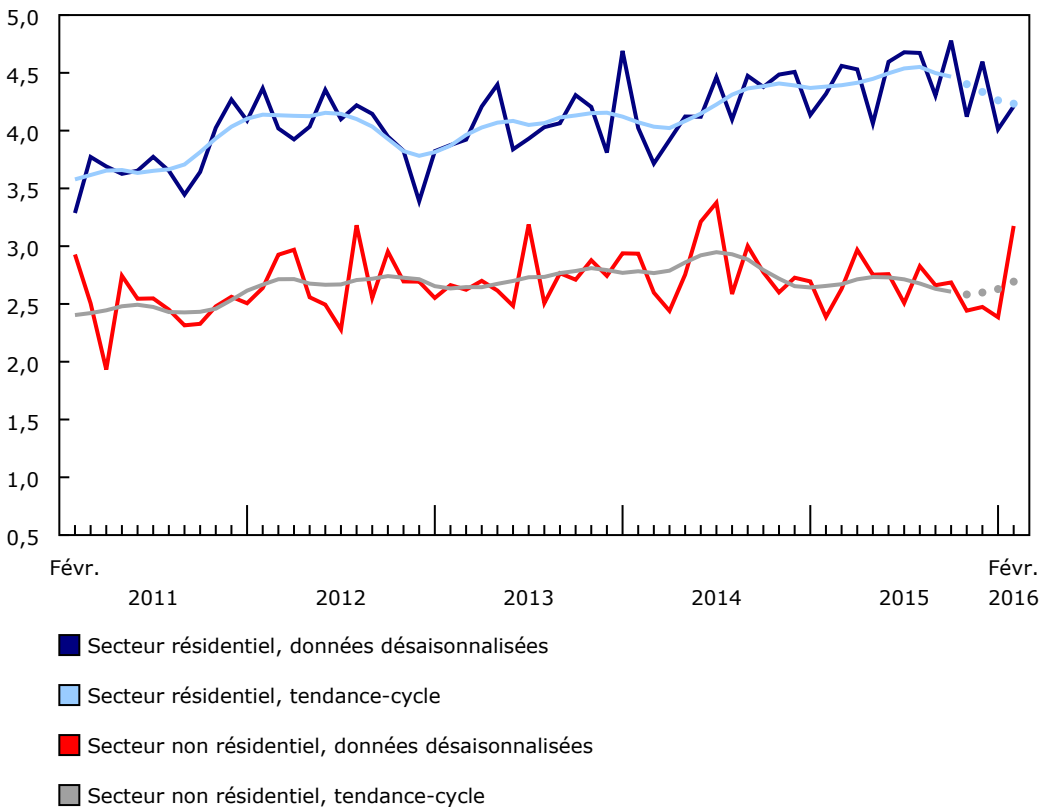
La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est accrue de 9,6 % pour se chiffrer à 2,4 milliards de dollars en février, ce qui a mis fin à une séquence de six reculs mensuels consécutifs. Des augmentations ont été enregistrées dans cinq provinces, l'Ontario affichant la hausse la plus marquée, soit une augmentation de 34,2 % par rapport à janvier. Le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont affiché les baisses les plus fortes.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont légèrement reculé de 0,6 % pour s'établir à 1,8 milliard de dollars en février. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive. Des diminutions ont été observées dans cinq provinces, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba venant en tête. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées en Alberta et au Québec.

Les municipalités ont approuvé la construction de 16 005 nouveaux logements en février, en hausse de 2,2 % par rapport au mois précédent. Cette hausse est attribuable au nombre de logements unifamiliaux, qui s'est accru de 10,5 %, pour s'établir à 6 105 nouvelles unités. Le nombre de logements multifamiliaux a reculé de 2,4 % pour s'établir à 9 900 nouvelles unités.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur non résidentiel : augmentation des intentions de construction commerciale et institutionnelle

Les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale ont crû de 56,6 % pour se chiffrer à 2,0 milliards de dollars en février, ce qui correspond à la valeur la plus élevée observée depuis mai 2007. L'augmentation des intentions de construction d'installations de loisirs, de complexes de vente au détail et d'immeubles de bureaux a le plus contribué à la hausse enregistrée à l'échelle nationale. Des hausses ont été affichées dans sept provinces, l'Alberta se classant en tête et l'Ontario arrivant loin au deuxième rang.

La valeur des permis de construction d'immeubles à vocation institutionnelle a crû de 18,7 % pour se chiffrer à 680 millions de dollars en février, ce qui a mis fin à une séquence de trois reculs mensuels consécutifs. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse des intentions de construction de centres de soins infirmiers et de maisons de retraite, d'établissements d'enseignement et d'autres immeubles gouvernementaux. Des hausses ont été enregistrées dans quatre provinces, le Québec et l'Alberta arrivant en tête. L'Ontario a affiché la baisse la plus importante.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis de bâtir a reculé de 8,4 % pour s'établir à 483 millions de dollars en février, après avoir affiché une hausse de 32,2 % le mois précédent. Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution des intentions de construction de bâtiments liés aux services publics et aux transports. Le recul observé en Alberta a plus qu'effacé les hausses affichées dans six provinces. Les augmentations les plus prononcées ont été enregistrées en Colombie-Britannique et au Manitoba.

Provinces : l'Alberta, l'Ontario et le Québec affichent les hausses les plus marquées

La valeur totale des permis de bâtir a augmenté dans sept provinces en février, l'Alberta ayant affiché la plus forte hausse, suivie de l'Ontario et du Québec.

En Alberta, la valeur des permis de bâtir a crû de 47,7 % pour se chiffrer à 1,6 milliard de dollars en février, à la suite d'un recul de 4,4 % au cours du mois précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, de structures institutionnelles et de logements multifamiliaux.

En Ontario, la valeur des permis de bâtir a crû de 11,4 % pour se chiffrer à 2,8 milliards de dollars en février, après avoir affiché un recul de 10,8 % en janvier. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux, qui ont affiché une hausse de 34,2 % pour se chiffrer à 1,1 milliard de dollars, et des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, qui ont crû de 33,1 % pour se chiffrer à 617 millions de dollars en février.

Au Québec, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 19,5 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en février. Cette progression fait suite à un recul de 11,0 % au cours du mois précédent. La hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des intentions de construction de structures institutionnelles, d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux. La construction de logements unifamiliaux est la seule composante à avoir affiché un recul dans la province.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En février, la valeur totale des permis de bâtir s'est accrue dans 18 des 34 régions métropolitaines de recensement. La plus forte hausse a été observée à Edmonton, suivie de Montréal et de Toronto.

À Edmonton, les intentions de construction ont atteint un sommet inégalé de 1,1 milliard de dollars en février, soit plus du double de la valeur des permis enregistrée en janvier. Cette hausse est surtout attribuable à une augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, suivie des structures institutionnelles et des logements multifamiliaux.

À Montréal, la valeur des permis de bâtir a crû de 30,8 % en février, en raison de l'augmentation des intentions de construction de toutes les composantes, sauf les logements unifamiliaux. Les immeubles à vocation institutionnelle et les logements multifamiliaux ont affiché les plus fortes hausses.

À Toronto, les intentions de construction ont augmenté de 9,8 % en février comparativement au mois précédent. Une hausse des intentions de construction a été notée dans toutes les composantes, sauf les logements multifamiliaux. Les logements unifamiliaux et les immeubles commerciaux ont enregistré les plus fortes augmentations.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Pour obtenir des renseignements sur les données des tendances-cycle, consultez le [Blogue de StatCan](#) et la page [Estimations de la tendance-cycle — Foire aux questions](#).

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir de mars seront diffusées le 5 mai.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Février 2015	Décembre 2015	Janvier 2016 ^r	Février 2016 ^p	Janvier à février 2016	Février 2015 à février 2016
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 705,2	7 070,8	6 396,4	7 386,2	15,5	10,2
Résidentiel	4 317,9	4 596,8	4 011,4	4 211,1	5,0	-2,5
Unifamilial ¹	2 249,0	2 298,8	2 203,0	2 414,4	9,6	7,4
Multifamilial	2 068,8	2 298,1	1 808,3	1 796,7	-0,6	-13,2
Non résidentiel	2 387,3	2 474,0	2 385,1	3 175,1	33,1	33,0
Industriel	477,7	399,2	527,7	483,3	-8,4	1,2
Commercial	1 321,8	1 356,6	1 284,8	2 012,1	56,6	52,2
Institutionnel	587,9	718,2	572,6	679,8	18,7	15,6
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 336	18 101	15 667	16 005	2,2	-7,7
Unifamilial ¹	5 826	5 611	5 526	6 105	10,5	4,8
Multifamilial	11 510	12 490	10 141	9 900	-2,4	-14,0

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Février 2015	Décembre 2015	Janvier 2016 ^r	Février 2016 ^p	Janvier à février 2016	Février 2015 à février 2016
	millions de dollars			variation en %		
Canada	6 705,2	7 070,8	6 396,4	7 386,2	15,5	10,2
Résidentiel	4 317,9	4 596,8	4 011,4	4 211,1	5,0	-2,5
Non résidentiel	2 387,3	2 474,0	2 385,1	3 175,1	33,1	33,0
Terre-Neuve-et-Labrador	63,6	45,3	41,1	50,7	23,3	-20,3
Résidentiel	37,9	38,2	34,0	37,3	9,9	-1,5
Non résidentiel	25,8	7,2	7,2	13,4	87,0	-48,0
Île-du-Prince-Édouard	13,9	11,0	6,9	14,1	104,6	1,5
Résidentiel	9,4	8,7	5,9	12,6	112,7	35,0
Non résidentiel	4,5	2,3	0,9	1,5	53,8	-67,9
Nouvelle-Écosse	128,0	91,8	102,1	75,9	-25,7	-40,7
Résidentiel	99,8	61,4	72,4	50,1	-30,8	-49,8
Non résidentiel	28,2	30,5	29,6	25,8	-13,0	-8,5
Nouveau-Brunswick	60,7	66,3	72,0	56,7	-21,2	-6,6
Résidentiel	36,1	34,1	36,0	33,6	-6,7	-7,0
Non résidentiel	24,6	32,2	36,0	23,2	-35,6	-5,9
Québec	1 207,4	1 101,8	980,6	1 172,0	19,5	-2,9
Résidentiel	737,4	744,9	715,3	722,3	1,0	-2,0
Non résidentiel	470,0	356,9	265,3	449,7	69,5	-4,3
Ontario	2 410,2	2 842,2	2 536,6	2 825,9	11,4	17,2
Résidentiel	1 440,6	1 816,9	1 480,4	1 766,7	19,3	22,6
Non résidentiel	969,6	1 025,3	1 056,3	1 059,2	0,3	9,2
Manitoba	203,1	209,0	192,4	198,6	3,2	-2,3
Résidentiel	124,9	127,6	120,4	111,4	-7,5	-10,9
Non résidentiel	78,2	81,5	72,0	87,2	21,1	11,5
Saskatchewan	274,1	232,8	176,9	180,1	1,9	-34,3
Résidentiel	148,2	93,8	100,7	81,7	-18,9	-44,9
Non résidentiel	125,9	139,0	76,2	98,5	29,3	-21,8
Alberta	1 301,4	1 158,4	1 107,1	1 634,9	47,7	25,6
Résidentiel	890,7	679,7	596,9	620,4	3,9	-30,3
Non résidentiel	410,7	478,7	510,2	1 014,4	98,8	147,0
Colombie-Britannique	1 030,4	1 305,7	1 163,4	1 149,1	-1,2	11,5
Résidentiel	784,6	986,9	840,3	770,7	-8,3	-1,8
Non résidentiel	245,8	318,8	323,1	378,4	17,1	53,9
Yukon	3,6	3,7	1,9	25,7	...	618,4
Résidentiel	1,9	2,2	1,8	2,2	21,1	17,7
Non résidentiel	1,7	1,5	0,0	23,5
Territoires du Nord-Ouest	6,2	2,6	12,1	2,5	-79,4	-59,7
Résidentiel	3,9	2,6	3,8	2,1	-43,2	-45,4
Non résidentiel	2,3	0,0	8,3	0,4	-95,8	-84,5
Nunavut	2,5	0,1	3,5	0,1	-98,5	-97,9
Résidentiel	2,5	0,0	3,5	0,0	-100,0	-100,0
Non résidentiel	0,0	0,1	0,0	0,1

r révisé

p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0006.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

	Février 2015	Décembre 2015	Janvier 2016 ^r	Février 2016 ^p	Janvier à février 2016	Février 2015 à février 2016
	millions de dollars			variation en %		
Total, régions métropolitaines de recensement	5 353,0	5 599,2	4 927,9	5 888,0	19,5	10,0
St. John's	46,3	27,7	20,7	30,2	46,0	-34,8
Halifax	93,9	49,0	64,6	36,1	-44,2	-61,6
Moncton	15,9	14,5	20,3	22,9	12,9	44,0
Saint John	10,5	11,9	11,5	8,4	-26,7	-19,9
Saguenay	24,8	7,6	13,4	11,0	-18,0	-55,7
Québec	125,6	135,3	100,9	84,7	-16,0	-32,5
Sherbrooke	40,2	39,4	25,4	52,0	104,8	29,5
Trois-Rivières	21,1	15,0	14,2	12,2	-14,0	-42,1
Montréal	683,2	526,1	469,6	614,2	30,8	-10,1
Ottawa—Gatineau, Ontario/Québec	196,6	199,0	192,4	314,3	63,3	59,9
Partie Gatineau	32,0	25,3	26,8	39,4	47,1	23,2
Partie Ottawa	164,6	173,7	165,7	274,9	65,9	67,0
Kingston	48,3	12,5	8,7	8,2	-5,3	-83,0
Peterborough	6,2	8,9	3,7	3,9	5,4	-36,4
Oshawa	32,5	49,6	79,1	126,8	60,4	290,8
Toronto	1 065,2	1 624,9	1 306,3	1 433,8	9,8	34,6
Hamilton	152,5	115,6	79,0	164,6	108,4	7,9
St. Catharines—Niagara	75,0	37,0	63,6	47,2	-25,7	-37,0
Kitchener—Cambridge—Waterloo	276,3	124,5	85,0	125,3	47,3	-54,7
Brantford	26,9	8,2	47,9	7,8	-83,7	-71,0
Guelph	24,9	83,2	11,8	27,9	137,2	12,1
London	106,6	84,8	151,2	79,4	-47,5	-25,5
Windsor	33,5	25,1	45,4	29,1	-35,9	-13,2
Barrie	20,9	74,6	24,9	42,6	71,1	103,5
Grand Sudbury	19,3	5,7	23,0	14,1	-38,7	-27,2
Thunder Bay	16,5	7,7	1,3	2,4	83,9	-85,4
Winnipeg	145,1	163,2	147,9	152,9	3,4	5,4
Regina	93,7	97,0	55,9	86,4	54,6	-7,8
Saskatoon	110,0	84,1	77,3	56,4	-27,0	-48,7
Calgary	417,9	477,8	301,5	276,3	-8,4	-33,9
Edmonton	606,9	418,8	524,7	1 122,7	114,0	85,0
Kelowna	26,9	28,6	118,5	44,5	-62,5	65,3
Abbotsford—Mission	15,5	73,3	23,5	13,3	-43,1	-13,8
Vancouver	712,7	873,1	748,9	707,7	-5,5	-0,7
Victoria	61,8	95,7	66,2	128,5	94,3	107,9

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de février 2016 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Monia Bergeron au 613-286-5152 (monia.bergeron@canada.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.